

## **Modèle de partage de l'information du CDPISP – septembre 2019**

*Le partage de l'information a été préparé pour la réunion du CDPISP de septembre 2019.*

*Les informations contenues dans ce document ne peuvent pas être partagées sans l'approbation du membre (auteur)*

<b>Administration : QUÉBEC</b>	<b>Personnes-ressources</b>
<b>1. Réalisations :</b> Mettez en relief les <b>principales réalisations en matière de la TI/GI, et/ou des étapes importantes</b> réalisées dans votre administration <b>au cours des 6 à 12 derniers mois.</b>	<b>TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE</b>  Annoncée en juin 2019, la <a href="#">Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023</a> précise les orientations et les cibles du gouvernement du Québec pour des services numériques accessibles, efficaces et sécuritaires : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Le numérique pour des relations adaptées à la réalité des citoyens</b><ul style="list-style-type: none"><li>○ Pour que les citoyens soient au centre de l'évolution des services et des politiques, il est ciblé que, d'ici 2023 :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ 75 % des nouveaux services numériques soient conçus en impliquant les citoyens;</li><li>▪ 75 % des services numériques évoluent grâce à l'évaluation en continu des citoyens;</li><li>▪ 75 % des consultations publiques proposent un moyen numérique pour y participer.</li></ul></li><li>○ Pour que les citoyens communiquent leurs informations une seule fois à l'administration publique, il est ciblé que, d'ici 2023 :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ 50 % des services ne redemandent pas aux citoyens une information déjà connue.</li></ul></li><li>○ Pour que les organisations publiques soient proactives dans leurs relations avec les citoyens, il est ciblé que, d'ici 2023 :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ 60 % des échéances fassent l'objet de rappels numériques.</li></ul></li></ul></li><li>• <b>Le numérique pour une administration publique innovante, efficace et transparente</b><ul style="list-style-type: none"><li>○ Pour que les employés soient au cœur de la transformation, il est ciblé que, d'ici 2023 :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ 100 % des organisations déploient des mesures pour réaliser la transformation numérique;</li><li>▪ 60 % des employés bénéficient d'un milieu de travail et de façons de faire transformés.</li></ul></li></ul></li></ul>

- Pour que les services publics soient numériques de bout en bout, il est ciblé que, d'ici 2023 :
  - 75 % des services numériques présentent un taux d'utilisation supérieur à 75 %;
  - 75 % des processus administratifs soient sans papier.
- Pour que les données soient valorisées et redonnées aux citoyens, il est ciblé que, d'ici 2023 :
  - 60 % des organisations diffusent la majorité de leurs données à haut potentiel de réutilisation.

## GOVERNANCE NUMÉRIQUE

Un redéploiement des ressources du Centre de services partagés du Québec vers deux nouvelles entités sera opéré d'ici janvier 2020. Ce redéploiement permettra de bénéficier d'une capacité d'action rehaussée en ce qui a trait aux acquisitions et à la gestion des infrastructures technologiques, activités au cœur du développement et de la prestation des services. De plus, afin de concentrer l'expertise pour appuyer la transformation numérique gouvernementale, le Centre québécois d'excellence numérique a été créé au sein du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT).

- **Infrastructures technologiques Québec** : ce nouvel organisme concentrera l'expertise en matière de gestion des infrastructures technologiques et des services de soutien gouvernementaux communs. Il permettra :
  - de disposer d'infrastructures technologiques et de systèmes de soutien communs performants pour soutenir une prestation de services de qualité;
  - d'assurer le développement, l'exploitation et l'optimisation des infrastructures technologiques partagées en évitant la duplication des solutions;
  - de concentrer et de développer des expertises spécialisées en infrastructures technologiques communes;
  - de contribuer à rehausser la sécurité de l'information numérique gouvernementale par l'utilisation étendue d'infrastructures partagées sécuritaires et performantes;
  - de soutenir, au besoin, la gestion de projet des organismes qui en feraient la demande.
- **Centre d'acquisitions gouvernementales** : ce nouvel organisme sera entièrement dédié aux achats regroupés afin d'en accroître le volume et de générer des économies supplémentaires. Il sera responsable des achats de l'ensemble des ministères et des organismes ainsi que de ceux des réseaux de l'éducation et de l'enseignement supérieur et du réseau de la santé et des services sociaux. Une plus grande cohésion des acquisitions gouvernementales sera aussi possible par l'adhésion obligatoire aux services regroupés pour l'acquisition de certains biens.

Benoit Boivin  
 Dirigeant principal de l'information  
[Benoit.boivin@sct.gouv.qc.ca](mailto:Benoit.boivin@sct.gouv.qc.ca)

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Centre québécois d'expertise numérique</b> : ce centre permettra d'accélérer la transformation, notamment en : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ favorisant l'appropriation de nouvelles technologies;</li> <li>○ favorisant la mutualisation des idées innovantes et les projets à fort potentiel de réutilisation;</li> <li>○ orientant et en soutenant les organismes publics dans la mise en œuvre de leur plan de transformation.</li> </ul> </li> </ul>	Catherine Desgagnés-Belzil Secrétaire adjointe <a href="mailto:catherine.desgagnes-belzil@sct.gouv.qc.ca">catherine.desgagnes-belzil@sct.gouv.qc.ca</a>
	<p><b>JALONS DE TRANSFORMATION</b></p> <p>Le gouvernement est en action sur des volets cruciaux de transformation numérique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Programme de consolidation des centres de traitement</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ En février 2019, le gouvernement du Québec a entamé la consolidation de ses centres de traitement informatique, assurant ainsi l'optimisation du traitement et du stockage de ses données. Planifié sur trois ans, ce grand chantier prévoit le regroupement physique des centres de traitement informatique ainsi que l'optimisation de la gestion du traitement et du stockage des données gouvernementales;</li> <li>○ Par ce programme, la gestion du traitement et du stockage des données du gouvernement sera optimisée principalement par le recours prioritaire à l'infonuagique publique, qui contribuera à réduire le nombre de centres de traitement, à optimiser les ressources humaines et matérielles consacrées au service d'hébergement, à assurer la sécurité des données et la pérennité des infrastructures, et à diminuer les coûts de stockage;</li> <li>○ Cette approche s'inscrit dans une mouvance internationale de transformation numérique où plusieurs gouvernements optimisent leurs centres de données et prennent le virage de l'infonuagique publique à des fins d'efficacité et de sécurité;</li> <li>○ Ce faisant, elle permet aux organismes publics, entre autres, de se concentrer sur l'évolution de leurs services à la population, en ayant accès notamment à de meilleurs outils de travail plutôt que d'investir pour pallier l'éventuelle désuétude de leurs infrastructures technologiques.</li> </ul> </li> <li>• <b>Actualisation des énoncés d'orientation en infonuagique</b> <p>Les énoncés d'orientation en infonuagique ont été actualisés de façon à ce qu'ils soient en cohérence avec les objectifs gouvernementaux et qu'ils permettent de supporter à la fois le programme de consolidation des centres de traitement informatique et la transformation numérique des organismes publics.</p> </li> </ul>	Benoit Boivin Dirigeant principal de l'information <a href="mailto:Benoit.boivin@sct.gouv.qc.ca">Benoit.boivin@sct.gouv.qc.ca</a>

## ÉNONCÉS D'ORIENTATION EN INFONUAGIQUE

1. Infonuagique d'abord : Les solutions en ressources informationnelles prennent appui sur des approches infonuagiques qui répondent aux exigences de sécurité de l'information et de protection des renseignements personnels.
2. Les organismes publics ont mis en place les conditions nécessaires pour tirer pleinement profit du potentiel infonuagique.
3. Le recours à l'approche infonuagique respecte les règles de gouvernance applicables en ressources informationnelles.
4. L'utilisation judicieuse de l'approche infonuagique est basée sur un modèle collaboratif favorisant et facilitant le partage d'expertise et de ressources entre les organismes publics.
5. Les analyses de risques sont adaptées aux enjeux et aux particularités de l'approche infonuagique et les solutions envisagées sont supportées par des mesures de sécurité appropriées.
6. Les renseignements personnels confiés à des prestataires de services infonuagiques doivent être situés au Québec ou bénéficier d'un niveau de protection jugé équivalent conformément au cadre juridique québécois.

- **Projet Accès UniQC**

Les travaux se poursuivent pour la mise en place de la solution gouvernementale qui permettra d'accéder aux services gouvernementaux en ligne à l'aide d'un « code d'accès - mot de passe ». Cette solution prévoit des mécanismes rigoureux pour identifier les citoyens et protéger leur identité numérique.

- La vérification d'identité et l'authentification seront plus conviviales et mieux adaptées aux différentes clientèles;
- Les citoyens pourront accéder aux services gouvernementaux à l'aide du code d'accès et du mot de passe de leur institution bancaire;
- La vérification d'identité sera facilitée par la possibilité des citoyens de choisir, parmi certaines options, la façon de s'identifier;
- Le citoyen aura la responsabilité de protéger son identité numérique comme il le fait pour protéger ses informations bancaires;
- Le projet Accès UniQC est tributaire de l'adoption du projet de loi 14, projet de loi favorisant la transformation numérique de l'administration publique. Le projet de loi devrait être adopté à la reprise des travaux de l'Assemblée nationale à l'automne 2019.

Afin de prendre en compte les nouvelles technologies du marché, une révision de la portée et de l'échéancier du projet est en cours. Au terme de phase de conception prévue pour 2019-2020, la solution qui sera à mettre en œuvre constituera la meilleure alternative.

<p><b>Priorités:</b> Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme <b>principale priorité/initiative sur la TI/GM au cours des 12 à 36 prochains mois.</b></p> <p><i>Le PSCIOC est particulièrement intéressé par l'information dans les domaines suivants:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Gouvernement numérique</b></li> <li>• <b>Cybersécurité</b></li> <li>• <b>Gestion des talents</b></li> </ul>	<p><b>SÉCURITÉ ET CYBERSÉCURITÉ</b></p> <p>Le SCT s'est vu confier la responsabilité de mettre en place une véritable politique en cybersécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Regroupement des intervenants en sécurité au SCT</b></li> </ul> <p>Dans un premier temps, l'intégration de l'Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'administration québécoise (CERT/AQ) est prévue. Une équipe unifiée et dédiée en cybersécurité sera constituée. Ce regroupement permettra une efficience accrue des interventions en la matière en améliorant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La collaboration avec entre les organismes publics, les partenaires externes et l'ensemble de l'écosystème incluant le gouvernement canadien et ceux des provinces et territoires et des autres pays;</li> <li>○ La détection des menaces et leur prise en charge;</li> <li>○ La fluidité des communications au sein des organisations impactées lors d'incidents ou en prévention d'incidents.</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Élaboration d'une stratégie en cybersécurité</b></li> <li>• <b>Révision de l'encadrement en matière de sécurité de l'information gouvernementale notamment de la Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale</b></li> </ul>	<p>Christiane Langlois Directrice générale <a href="mailto:Christiane.langlois@sct.gouv.qc.ca">Christiane.langlois@sct.gouv.qc.ca</a></p>
<p><b>2. Enjeux et besoins :</b> Précisez les enjeux que vous aimeriez partager avec le Conseil et le type d'assistance dont vous aurez peut-être besoin de la part du CDPISP.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Fluidité des données entre organismes publics et protection des renseignements personnels</b></li> </ul> <p>Au Québec, dans le cadre des travaux entourant la mise en place d'une identité numérique, un projet de loi a été proposé afin de permettre de désigner les organismes publics tenus d'utiliser les renseignements personnels qu'ils détiennent et de les communiquer à toute personne ou à tout organisme si cette utilisation ou cette communication est nécessaire à un projet de ressource informationnelle d'intérêt gouvernemental. Il permet également au gouvernement de confier à un organisme public toute fonction ou toute responsabilité liée à cette réalisation et de pourvoir à sa rémunération.</p>	
<p><b>3. Sujets d'intérêt :</b> Veuillez identifier des sujets d'intérêt dans votre administration pour les prochaines réunions / téléconférences du CDPISP</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intelligence artificielle</li> <li>• Plateforme de participation publique</li> </ul>	